



# uniterre

LE MENSUEL AGRICOLE INDEPENDANT

## Un vent nouveau

### Par différents chemins, les paysans revendiquent des prix

Dans le secteur laitier, les producteurs s'organisent. La FPSL désire regrouper au sein d'un pool national entre 70 et 80% du lait d'industrie pour d'une part gérer les quantités produites et d'autre part négocier les prix avec les acheteurs. En parallèle, Uniterre adhère à la Fédération européenne des producteurs de lait (EMB) et lance une campagne de communication nationale pour un prix du lait équitable. Même si elles n'ont aucun lien direct, ces deux actions sont, selon nous, tout à fait complémentaires et poursuivent les mêmes objectifs: l'augmentation du prix du lait et la gestion de l'offre. La FPSL met en place des outils efficaces et importants et Uniterre communique vers les consommateurs et les acheteurs le prix que les producteurs doivent obtenir pour assurer à terme une production laitière de qualité et un revenu décent. Il est donc important que la mobilisation continue. Plus il y aura de membres – et donc de panneaux répartis sur l'ensemble du territoire- meilleur en sera l'effet! Signez et faites signer le contrat d'adhésion en dernière page de ce numéro.

Après un éclairage sur la réforme européenne de l'Organisation commune du marché (OCM) des fruits et légumes (Uniterre n°8), nous publions deux articles consacrés à l'approvisionnement de la Suisse en légumes frais. Le premier montre l'évolution de la consommation et le rapport entre la production indigène et les importations. Le deuxième, qui paraîtra dans le numéro d'Uniterre de décembre, mettra en évidence l'évolution des provenances des légumes importés et les questions que cela soulève.

La hausse soudaine et générale des prix surprend tout le monde. Même les chercheurs de la Station fédérale de re-



Lors de la journée internationale des luttes paysannes.

cherche de Tänikon n'ont rien vu venir. Une délégation d'Uniterre les a rencontrés au printemps 2007 à Berne. Elle leur a suggéré d'intégrer dans leurs études et autres documents stratégiques une variante intégrant une augmentation réelle des prix payés aux producteurs...mais ce fût «au-delà de leur imagination!». Et pourtant...Si elle se pérennise, cette augmentation devra être rapidement prise en compte dans toutes nouvelles recherches et rapports stratégiques futurs (aussi bien au plan économique que politique).

L'agriculture contractuelle de proximité continue son développement en Suisse romande. A Choulet (GE), l'initiative

«Les Arts et Vous» de Thomas Descombes rencontre un franc succès. Ce jeune agriculteur militant développe sa petite entreprise avec brio. A Romanel (VD), les frères Pache du Domaine du Taulard se sont également lancés dans l'aventure. Leurs objectifs sont semblables. Une relation directe et contractualisée entre producteurs et consommateurs, une remise en question de la filière alimentaire dominante et la recherche d'un prix équitable pour leurs produits. Ces producteurs participent également à la plateforme «agriculture contractuelle de proximité» qui est en train de se mettre en place. Une charte devrait être adoptée prochainement.

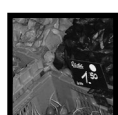
Uniterre



#### Marchés

Les prix s'envolent...

Page 2



#### Maraîchage

Migration des légumes

Page 4-5



#### Contractuel

Le «petit nouveau»

Page 6

MARCHÉS

# Les prix s'envolent... «au delà de notre imagination»

Le 16 octobre 2006, à l'occasion de la journée internationale pour la souveraineté alimentaire, nous avons interpellé les Stations de recherche agricole et l'Office de l'agriculture afin de les encourager à faire des scénarios prospectifs permettant de projeter l'agriculture en 2030; l'un des scénarios pouvant s'approcher du concept de la souveraineté alimentaire. Notre objectif était de sensibiliser les chercheurs à la nécessité de ne pas se cantonner à des scénarios basés uniquement sur la baisse des prix, l'ouverture des frontières et la réduction du nombre de paysans.

Suite à notre courrier, nous avons participé à une séance à Berne en juin dernier. Nous leur avons alors suggéré de construire un scénario de recherche basé sur une augmentation des prix des matières premières. Quelle a été leur réponse? «Cela va au-delà de notre imagination que les prix puissent augmenter!».

La situation sur les marchés internationaux semble pourtant nous donner raison. Ce que certains chercheurs ne pouvaient (ou voulaient) «s'imaginer» il y a encore 5 mois est arrivé: les prix flambent! La pénurie se fait sentir et l'effet «domino» provoqué par des marchés mondialisés est frappant.

## Partout le même refrain

Pour preuve, voici quelques exemples qui démontrent à quel point les marchés sont interdépendants!

Aujourd'hui, plus de 25% du maïs américain est destiné au réservoir de leurs voitures réduisant ainsi les quantités de céréales versées à l'aide alimentaire mondiale. Comme il n'est pas question d'augmenter les budgets de l'aide et que les prix montent, les quantités achetées par le programme alimentaire mondial (PAM) fondent comme neige au soleil. Ce qui pose des problèmes de taille pour approvisionner les populations des zones qui subissent des famines ou de graves conflits.

Moins dramatique, les consommateurs d'ici sont aussi concernés par des hausses actuelles ou futures des prix. De nombreux médias traitent aujourd'hui du sujet et s'affolent de la hausse des prix comme de la pénurie à venir. La Repubblica titre «La «pasta» vaut bien quelques sacrifices». Dans leur article, ils expliquent que le prix des pâtes, emblème national, est en augmentation en raison de l'envolée du cours du blé. Mais ils précisent tout de même que cela ne représentera guère que 15 euros

d'augmentation par année dans la pire des hypothèses... une paille.

Quant au Wall Street Journal, il cite des experts qui estiment que cette hausse des prix pourrait durer au moins une décennie car l'offre n'arrive pas à répondre à la demande en constante progression.



En février 2007, lors du dépôt de la pétition contre PA 2011, un message clair: sans agriculture pas de nourriture!

Même en Australie, les prix s'envolent en raison d'une grande sécheresse et de la volonté du gouvernement d'imposer un pourcentage minimum d'éthanol. Le Sydney Morning titre: «Nourriture ou carburant, il faut choisir!». Cette phrase qui, prononcée par certains il y a encore quelques mois, était taxée d'alarmiste, est aujourd'hui tout à fait à la mode.

Les Russes, pour leur part, s'affolent de la volonté du gouvernement de construire une usine pour transformer plus de 1 million de tonnes de blé en éthanol alors que le prix du pain a déjà pris l'ascenseur en augmentant de 20%. A ce propos, la presse moscovite titre «Ces irresponsables qui veulent faire du biogazole avec du blé».

## Stocks limités

Pour résumer, il a plusieurs raisons à l'augmentation actuelle des prix sur les marchés mondiaux: sécheresse en Australie et en Nouvelle-Zélande, production d'agrocultures, augmentation de la demande en protéines (donc en céréales pour nourrir le bétail) dans des pays tels que l'Inde et la Chine, spéculateurs qui s'engouffrent dans ces marchés.

Cette conjonction de facteurs, associée au fait que l'offre agricole est inélastique, provoque la «crise» actuelle des marchés agricoles. La production agricole reste limitée et ne peut augmenter du jour au lendemain comme pourrait théoriquement l'être la production d'un bien industriel. De plus, les stocks n'ont

fasse réagir les différents acteurs des filières ni les consommateurs.

## Contexte nouveau, nouvelles perspectives

Face à une telle conjoncture, il est évident qu'il ne faut en aucun cas laisser passer l'occasion de revendiquer des prix justes pour nos produits. Le climat est aujourd'hui propice à l'avancée des idées d'Uniterre tant auprès des producteurs que des consommateurs.

Les producteurs, comme nous le disions plus haut, osent à nouveau croire à l'augmentation des prix et nombreux sont ceux qui reconnaissent que le syndicat a été précurseur dans ce domaine. Il s'agit d'ailleurs de revendiquer dès à présent des prix «justes» et non une simple augmentation symbolique dont le montant ne pourrait s'expliquer. Par exemple pour le lait, revendiquons 1.-/litre de lait et non quelques centimes supplémentaires qui ne feraient que soulager la conscience de certains acheteurs. Par contre, la sirène des prix ne doit pas pousser les producteurs à augmenter les quantités produites sans échauffer une réelle politique de gestion des quantités et de maîtrise des marchés. Dans le cas contraire, nous nous retrouverions bien rapidement dans la situation inverse: une surproduction et une dégringolade plus que brutale des prix. Il est indispensable d'utiliser cette période à profit pour mieux nous organiser afin d'être capables de réguler les marchés.

Côté consommateur, une telle «crise» alimentaire nous permet de soulever la délicate question de la libéralisation des marchés agricoles, la notion de prix équitables, de répartition de la marge au sein des filières, et la notion de souveraineté alimentaire.

Enfin, du côté des autorités, il s'agit également de leur rappeler à quel point la situation peut se modifier rapidement et que les «vérités toutes faites» méritent quelques fois d'être remises en cause. Ce que nous vivons actuellement en est la preuve.

Du travail en perspective pour votre syndicat.

Valentina Hemmeler Maïga

Visitez notre site internet

[www.uniterre.ch](http://www.uniterre.ch)

Découvrez les nouveautés, les dossiers, les communiqués de presse.

1 Basé sur le dossier du «Courrier international», 8-14.11.2007

# Un livre sur l'avenir de l'agriculture suisse

Publié au début de l'année, le livre intitulé «Un métier sans avenir? La grande transformation de l'agriculture Suisse romande», paru aux éditions Karthala, rend compte des résultats de recherches de terrain à Neuchâtel et Fribourg entre 2000 et 2005. Elles ont été conduites par Yvan Droz, anthropologue à l'Institut universitaire d'études du développement de Genève, et Jérémie Forney, ethnologue à l'Institut d'ethnologie de l'Université de Neuchâtel.

## Des difficultés «naturelles»

Cet ouvrage s'intéresse aux exploitations en difficulté. Les auteurs donnent tout de suite le ton: deux tiers des exploitations fonctionnent à perte. Elles grignotent peu à peu leur capital. Dès lors, une exploitation en difficulté est une exploitation normale! C'est ainsi qu'auparavant, «la plupart des cas pris en charge par les services de vulgarisation étaient ceux d'agriculteurs à problème» chez qui «de graves erreurs de gestion se mêlaient à des problèmes sociaux ou familiaux». Mais actuellement, de plus en plus d'agriculteurs «compétents et socialement intégrés» connaissent de graves difficultés financières.

## Le socialement supportable

Passant en revue l'histoire de la politique agricole suisse des dernières décennies, ces chercheurs montrent que pour l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG), dès les années 90, la question ne porte pas sur la nécessité de limiter la disparition des exploitations, mais bien de la rendre «socialement» supportable. «Actuellement, sur l'ensemble du territoire national, ce sont plus de 1'500 exploitations qui mettent la clé sous la porte chaque année. Concrètement, les exploitations qui disparaissent ainsi sont démantelées et englobées dans d'autres exploitations. En termes techniques, on appelle pudiquement ce phénomène «évolution structurelle».

Prise entre deux feux, celui de la performance économique et professionnelle et l'agriculture familiale, l'USP suit la même voie: l'augmentation de la taille des exploitations est souhaitée, et donc la diminution du nombre de paysans est perçue comme un moindre mal pour sauver la branche. Seul Uniterre apparaît comme fervent défenseur du maintien du nombre d'exploitations agricoles.

## Une image de soi en constante adéquation

Ce que démontre entre autres cet ouvrage, c'est que le monde paysan, souvent taxé de conservateur, a été capable d'intégrer de gros changements, tant dans ses techniques que dans ses conceptions. Les agriculteurs ont agrandi leur domaine, formé des associations, changé de branche de production, consenti à délaisser la production de lait, même si c'était douloureux de quitter son troupeau, modifié leurs techniques de production passant à la PI ou au «bio», intégré des productions exotiques (autruches, bisons et autres raretés), investi des activités annexes

(tourisme, vente directe, bûcheronnage)... et même modifié la vision de leur propre métier!

Ce livre montre que certains principes essentiels pour les paysans sont bouleversés par les nouvelles politiques agricoles. Ainsi, «la production de denrées alimentaires est au cœur de l'image que l'agriculteur se fait de lui-même et de sa profession». Or, on lui demande de produire moins. «Le



La Suisse demeure un pays où l'agriculture possède de multiples facettes.

principe du «propre en ordre» réunit tout ce qui tient à l'ordonnance du milieu par l'agriculteur». Mais, désormais, les surfaces de compensation écologiques lui imposent de laisser la nature reprendre ses droits sur les terrains de l'exploitation. Le principe d'indépendance est mis à mal, quant à lui, par le sentiment de se transformer en fonctionnaire, dès lors que les revenus dépendent largement des paiements directs.

Bien que la définition du paysan comme entrepreneur flatte son principe d'indépendance, il y a un décalage entre l'image du «bon paysan» présente dans le monde agricole et les grandes transformations qui ont suivi l'inscription de la multifonctionnalité dans la Constitution en 1996, permettant l'acceptation de la libéralisation des marchés agricoles. Afin de «reformuler une image de soi compatible avec un monde en évolution rapide», les agriculteurs se réapproprient les termes des nouvelles politiques agricoles. A titre d'exemple, «la multifonctionnalité», qui, à ses débuts, suscitait un refus de la part des paysans. Cette notion est maintenant souvent reprise

par la branche pour justifier le soutien de la Confédération. Mais l'image du «paysan» n'est pas la même que celle que présuppose la politique agricole et qui reste floue dans sa définition. Pour les producteurs agricoles, le maintien du paysage signifie le maintien d'une surface contrôlée par la production et des champs bien travaillés; et non pas des surfaces de compensation écologiques. Cette réinterprétation montre la capacité d'adéquation des principes

dans la vision des paysans, est mise à mal. L'exploitant, qui ne considère pas l'arrêt comme acceptable, tant pour des raisons sociales qu'économiques, peut penser continuer son activité jusqu'à sa retraite tant qu'aucun investissement pour une amélioration structurelle n'est à envisager pour permettre à un successeur de reprendre. «La valorisation du travail pour lui-même», autre principe paysan, permet cette «auto-exploitation» qui mène les agriculteurs à travailler plus, non pas pour gagner plus, mais pour maintenir leurs revenus.

## Un avenir pour le métier?

C'est cette fabuleuse capacité d'adaptation et de détermination qui fait écrire aux auteurs de ce livre que «les agriculteurs qui auront pu résister à la tourmente actuelle» ont encore un bel avenir en perspective. Car l'agrandissement des domaines a une limite qui, dépassée, demande des investissements disproportionnés. «Une fois cette taille limite atteinte, la pression économique ne se justifiera plus et la société suisse sera face à ses responsabilités: éliminer les derniers agriculteurs en les laissant seuls face au libre marché ou les soutenir au nom de l'article 104 de la Constitution fédérale».

Uniterre souhaiterait ajouter un chapitre à ce livre: celui des actions paysannes entreprises non pas seulement pour survivre, mais bien pour inverser la tendance. La grève du lait, la plateforme pour l'agriculture contractuelle de proximité, le «pacte agricole» et bien d'autres initiatives révèlent cette capacité des paysans à faire face de manière collective aux défis actuels.

Charlotte Wirz

des paysans.

## Plus de travail mais pas de revenu

Mais si bon nombre d'exploitations agricoles ne sont plus rentables, pourquoi les paysans s'entêtent-ils à y travailler? Les auteurs l'expliquent par plusieurs raisons: la ferme ressentie comme emblème familial, le besoin de travailler dehors et en relation avec la nature, une certaine indépendance, un réseau social dans lequel il faut faire ses preuves, la responsabilité face à des frères qui ont quitté le secteur pour permettre la reprise sont autant d'éléments cachés sous le terme de «vocation». Mais le facteur financier est tout aussi essentiel: l'importance du capital investi au départ par l'agriculteur dépasse souvent le million de francs. «En mangeant ce capital à hauteur de 50'000 francs par an, une exploitation agricole tiendrait une vingtaine d'années avant de faire faillite. L'agonie d'une exploitation agricole peut donc être longue...».

En ce sens, le principe de la reprise du domaine, qui est un point important

## 15 élu-e-s à Berne pour la souveraineté alimentaire

15 signataires de notre pacte «pour une agriculture citoyenne basée sur la souveraineté alimentaire» ont été élu-e-s et nous les félicitons. En voici la liste: **Fribourg:** Berset Alain, Parti socialiste, Fasel Hugo, Parti chrétien-social. **Genève:** Roth-Bernarsoni Maria, Rielle Jean-Charles, Parti socialiste, Cramer Robert, Hodgers Antonio, Leuenberger Ueli, Les Verts. **Jura:** Rennwald Jean-Claude, Parti socialiste, Beattig Dominique, UDC. **Neuchâtel:** John-Calame Francine, Les Verts. **Vaud:** Savary Geraldine, Parti socialiste, Glauser Alice, UDC, Huguenin Marianne, A Gauche Toute, Recordon Luc, Van Singer Christian, Les Verts.

ECLAIRAGE

# La migration des légumes

**Les processus de globalisation modifient les systèmes de production, d'échange et de distribution. La plupart des produits que les Suisses consomment chaque jour viennent de régions du monde de plus en plus diverses et de plus en plus éloignées. Des tomates espagnoles, des aubergines du Kenya, des asperges du Mexique et des salades italiennes...**

On trouve dans nos assiettes des légumes qui viennent de partout dans le monde. En 2005, 44% des légumes mangés en Suisse avaient été produits à l'étranger. Voici le point de départ d'un travail de mémoire de Licence en géographie qui a tenté de comprendre à quelles logiques répond l'approvisionnement de la Suisse en légumes frais. Cette question a été divisée en deux parties: une interrogation sur le rapport entre production indigène et importations qui fera l'objet de cet article et un questionnement sur la répartition des provenances entre les différents pays du monde, qui sera présenté dans le prochain numéro d'Uniterre.

Cette étude a été menée de façon historique afin de pouvoir mettre en évidence l'influence des changements de l'économie mondiale dans le cadre des processus de globalisation, du système politique vis-à-vis des maraîchers, ainsi que d'autres facteurs explicatifs comme le rôle de la distance, celui du climat, de la rigidité de l'offre, etc.

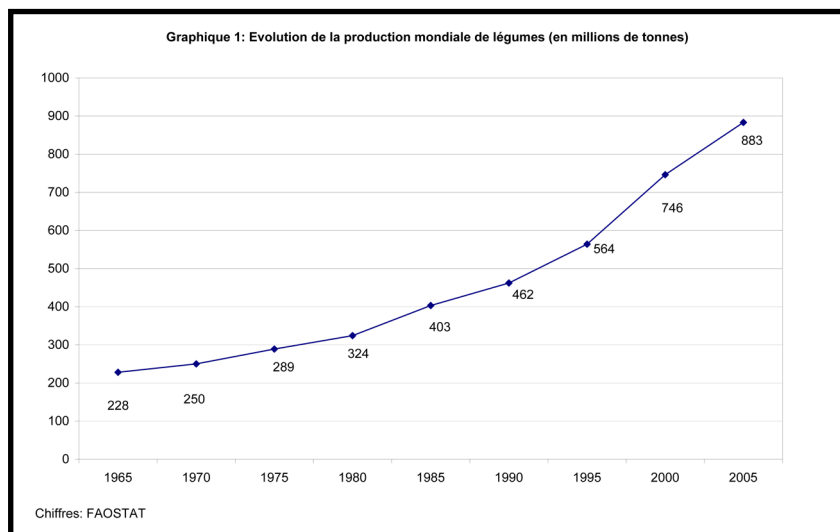
## Les spécificités d'une étude sur les légumes frais

Dans un travail qui voudrait étudier la globalisation, on aurait pu s'intéresser à la plupart des produits manufacturés. Il est paru cependant intéressant de se pencher sur le cas spécifique des légumes frais, car ils font partie de ce que l'on appelle les primeurs. Cela signifie qu'ils doivent être consommés rapidement. En effet, même si l'amélioration des moyens de production, de conservation, de stockage et de transport diminue l'importance des distances, ils doivent pourtant se trouver dans les magasins le plus rapidement possible après leur récolte. Le trajet à parcourir apparaît rester primordial malgré les progrès technologiques; tandis que pour d'autres produits de consommation, il a perdu toute son importance. L'intérêt pour les légumes dans une étude sur la globalisation est venu également du fait que la plupart des sortes de légumes importées en Suisse sont ou pourraient être cultivées dans notre pays. De plus, leur quantité, présente dans notre alimentation est en augmentation. Selon les chiffres de la Centrale suisse de la culture maraîchère, la consommation en kilogramme par habitant est passée de 57 kg en 1980 à 72 kg en 2005. Il est important de noter que les pommes de terre ne sont pas prises en compte dans les chiffres présentés dans cet article.

## Une production mondiale toujours plus importante

La production mondiale de légumes est en constante augmentation. Les données statistiques de la FAO utilisées pour le graphique 1, nous montrent que l'évolution de la production de légumes au niveau mondial entre 1965 et 2005, a été très régulière. Elle a grossi de près de 655 millions de tonnes, ce qui représente une augmentation de presque 400 % de la production en 40 ans.

On constate également que l'augmentation de la production s'est accélérée



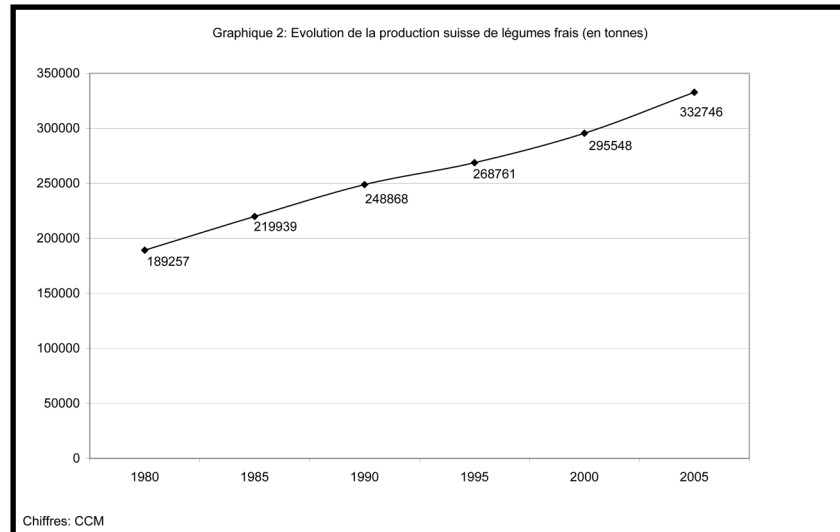
depuis le début des années 90. Il est difficile d'en définir les causes, mais nous pouvons émettre l'hypothèse que cela est lié entre autre à la demande grandissante de l'industrie agro-alimentaire et à la mise en place d'un commerce international de plus en plus important. A travers une analyse par continent, on constate que la production asiatique a explosé entre 1965 et 2005. Elle est passée de 58 kg annuels par habitant à 166 kg. Les productions nord-américaines et européennes ont aussi beaucoup augmenté. En Europe, elles sont passées d'une production de 78 kg annuels par habitant à 138 kg.



## La production suisse sur le même chemin

Selon les chiffres de l'UMS, la culture maraîchère suisse a vu diminuer de moitié le nombre de ses exploitations durant les 25 dernières années. En 1980, on comptait 7'068 exploitations maraîchères. En 1996 ce chiffre avait diminué de moitié et en 2004, on n'en dénombrait plus que 2'500. Malgré la diminution du nombre d'exploitations, la surface cultivée a augmenté depuis 1980. De 10'007 hectares, elle est passée à 13'890 hectares en 2004, selon la Centrale suisse de culture maraîchère.

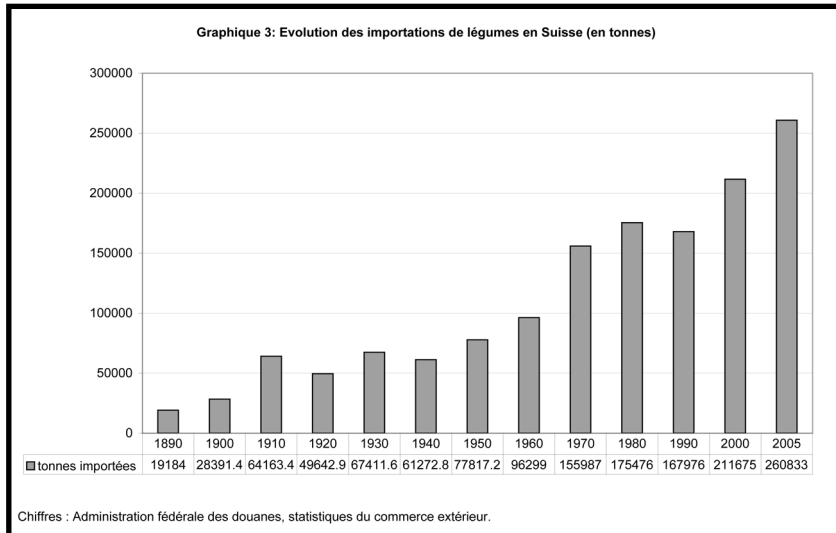
La quantité de production totale ne cesse également d'être en augmentation. On peut voir dans le graphique 2 que la production est passée de presque 2 millions de tonnes à plus de 3 millions de tonnes en 25 ans. On peut également remarquer que cette évolution est relativement régulière.



## ECLAIRAGE

### L'approvisionnement de la Suisse par la production étrangère

Tout comme la production suisse, les importations vers la Suisse ont augmenté de façon importante depuis 1890 jusqu'à 2005 (il est important de noter que les données ci-dessous sont les statistiques de l'année indiquée et non pas une moyenne sur la décennie). On peut le remarquer sur le graphique 3. L'accroissement est important puisque les importations augmentent de 241'649 tonnes. Cela correspond environ à 13 fois plus de légumes amenés en Suisse en 2005 qu'en 1890.

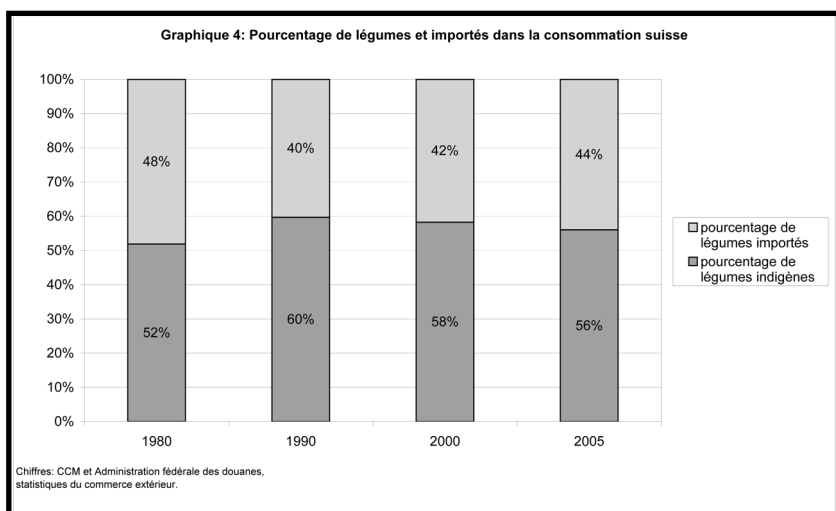


L'accroissement des importations n'est pas totalement linéaire. Si la tendance est nettement à l'augmentation, il y a eu trois années, parmi celles étudiées, durant lesquelles il s'est produit un ralentissement des importations. Le recul des années 1920 et 1940 peut facilement être mis en lien avec le fait que les deux guerres mondiales ont fait ralentir les échanges commerciaux. En ce qui concerne 1990, c'est une période de forte régression économique et les échanges de production maraîchère n'y échappent pas.

Quels sont les facteurs qui peuvent expliquer cette situation? On peut mettre en avant, pour expliquer tant l'augmentation de la production que des importations, les progrès techniques de production. La conservation des produits a également été rendue plus facile par les progrès techniques, mais également par la génétique. Pour expliquer l'augmentation des importations de légumes, deux éléments semblent centraux. Tout d'abord l'avancée dans les transports permettant de se déplacer plus facilement, plus rapidement et à moindre coût. Ensuite le nombre croissant d'accords internationaux de libre-échange auxquels participe la Suisse.

### Un rapport stable entre productions et importations, mais différent selon les variétés

La production suisse est en augmentation, tout comme les importations. Cela nous amène à constater sur le graphique 4 que le rapport entre les deux est relativement stable.



Il est intéressant de noter que si l'on observe une variété de légume spécifique comme par exemple la tomate (qui est le troisième légume le plus produit en Suisse en 2005, et parmi les légumes les plus produits dans le monde) la situation n'est pas la même. Les importations de tomates dominent la production indigène. Elles représentent 58% de l'approvisionnement suisse en tomate en 2005. Cependant le rapport entre importation et production indigène n'a pas beaucoup changé depuis 1980.

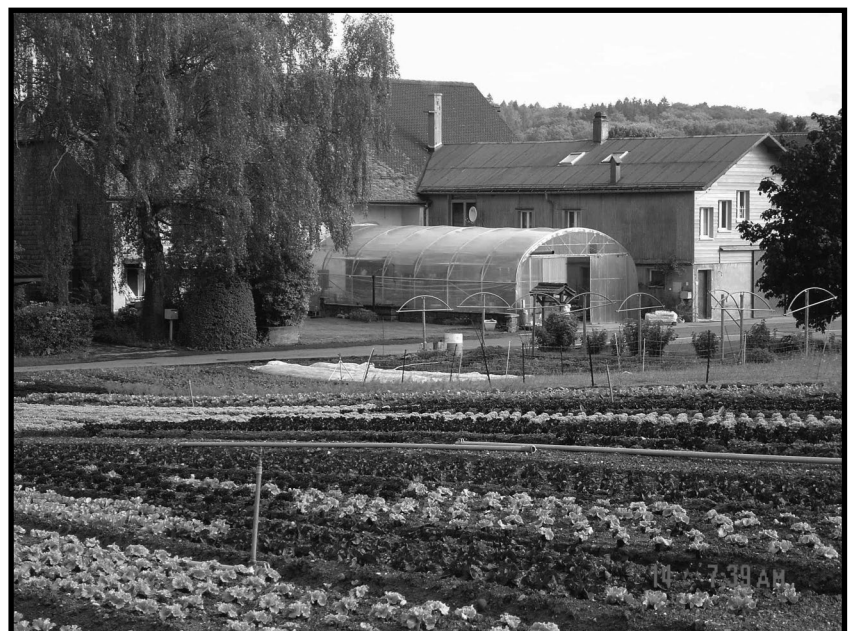
### Rôle primordial du système politique

Il me semble que c'est le système politique mis en place par la Suisse pour protéger sa production qui donne une explication importante du rapport entre la production indigène et les importations. En effet, le système de contingent tarifaire et de phases gérées et non gérées va déterminer les importations possibles. Chaque phase est différente pour chaque variété de légume. Les phases gérées peuvent varier selon les légumes entre deux mois et neuf mois. Pour certains légumes, cela laisse peu de place pour les importations et inversement. Le cas de l'asperge illustre cela de façon relativement claire. C'est le légume qui a la plus courte phase gérée. Elle dure deux mois seulement. La production suisse d'asperges en 2000 atteint 250 tonnes, les importations par contre sont de 10'225 tonnes. On voit donc que la situation de l'asperge ne fait que confirmer le fait qu'un légume ayant une phase gérée plus courte aura une quantité importante de production importée.

On constate donc l'importance des saisons en Suisse dans la possibilité pour les légumes indigènes à être disponibles sur le marché et l'importance du système politique qui permet à la production étrangère de bouleverser leur rythme.

Pour conclure, on peut dire que la part de la production indigène reste un peu plus grande dans la consommation que la part des importations. Il est important cependant de noter qu'il existe des différences très fortes selon les variétés de légumes. On constate que pour les légumes de garde, les importations sont beaucoup plus faibles que la production indigène. Au contraire, les légumes qui ne se produisent qu'à des saisons très particulières et qui sont fragiles sont beaucoup plus importés que produits dans le pays. Le système de protection douanière mis en place par la Suisse semble plutôt être un frein aux processus de globalisation, en empêchant une libéralisation totale du marché international des légumes. Cependant les marchés internationaux s'ouvrent de plus en plus; principalement au cours des 15 dernières années. Avec notamment les cycles de négociation de l'OMC, les accords bilatéraux et les accords commerciaux de libre-échange signés ces dernières années. Cette ouverture grandissante vers les productions maraîchères mondiales peut, à terme, compromettre la viabilité de la production maraîchère suisse de certaines variétés. Il faut donc, si l'on veut maintenir un maraîchage de proximité, que les instances gouvernementales ne se fassent pas aveugler par les attraits du libre-échange et maintiennent une limitation importante des importations. Car même si le système des phases empêche les consommateurs de suivre un rythme alimentaire saisonnier réel, il permet au moins une certaine protection pour les producteurs.

Camille Kroug



L'agriculture paysanne, une production à dimension humaine.

AGRICULTURE CONTRACTUELLE DE PROXIMITÉ

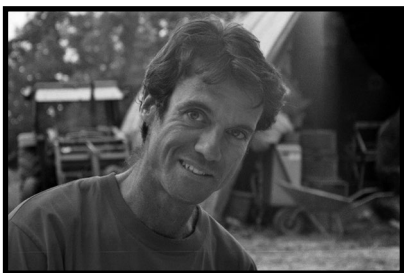
# A Genève, «Les Ares et Vous», ça ne lézarde pas !

Pour comprendre «Les Ares et Vous», il faut suivre le parcours de Thomas Descombes, tant ce projet se développe au gré de ses rêves mêlés aux aléas de la réalité. Ce n'est pas d'une ferme centenaire dont il s'agit, mais d'une petite exploitation agricole surgie de rien.

## Il était une fois, à Choulex (Genève)...

... un garçon qui aimait aller rôder dans les fermes avoisinantes, les deux moutons résidants dans son jardin n'assouissant pas son besoin de découverte. Le hasard voulut qu'une aide familiale particulièrement appréciée dans sa famille lui permit d'aller travailler dans sa ferme de Fribourg quelques semaines l'été, renforçant ainsi son goût pour les activités agricoles. Il consacra ensuite son temps libre à donner des coups de main aux paysans de sa commune. Il voulait lui-même devenir paysan, mais ne sachant comment s'y prendre, il se retrouva au collège, puis à l'université.

Mais ses études en sciences de l'éducation ne diminuèrent pas d'un iota son intérêt pour l'agriculture. Peu à peu, il récupéra des terrains et des vieilles machines, et augmenta le nombre de moutons habitant le jardin. Tant et si bien qu'il se fit reconnaître en 1999 par le Service de l'agriculture. Les grandes cultures et les prairies lui permettaient de tromper sa soif d'agriculture, tout en travaillant à 70% dans l'éducation spécialisée.



Thomas Descombes

En 2004, il amorça un virage. En ce temps-là, L'Affaire TourneRêve (vous connaissez cette association de producteurs genevois qui commercialisent en commun des céréales et des produits de garde à travers un contrat?) cherchait un producteur qui puisse fournir du tournesol biologique pour faire de l'huile. C'est à travers cette association qu'il découvrit le monde d'une commercialisation différente ainsi que des collègues qui avaient les mêmes préoccupations que lui.

Il fit la connaissance, entre autres, de Reto Cadotsch, producteur à Landecy, avec qui il entreprit une étroite colla-

boration. Thomas a des machines, Reto quelques hectares, aucun ne possède de bâtiments, mais les deux sont innovateurs. Ils s'échangent des services afin de diversifier les produits pour la vente directe et diminuer un travail considérable issu de leurs multiples entreprises (lin, moutarde, lentilles, pavot et j'en passe), nées de leur désir commun de découvrir des produits, de faire des essais et de produire ce qu'ils consomment. Si ce n'est pas un projet collectif clair, on ne peut plus parler de deux projets individuels, tant les imbrications sont nombreuses. Ils



Les cultures du projet «Les Ares et Vous».

commercialisent des produits communs sous l'étiquette «Lent-défi».

La collaboration avec Reto Cadotsch et avec L'Affaire TourneRêve changea les perspectives de Thomas Descombes. S'il avait toujours eu un intérêt pour la production, il découvrit une autre logique de commercialisation et développa des relations qui lui permirent de s'imaginer vivre de l'agriculture.

## Le grand saut

Il se lance enfin, en 2006, et ne se dédie plus qu'à la production agricole. Il crée «Les Ares et Vous» sans aucune aide, sa demande de soutien au Fonds de Promotion de Genève lui étant refusée. L'envoi d'un tout-ménage dans les quatre communes voisines lui apporte 60 inscriptions. Bien que n'ayant jamais fait de la production maraîchère, il décide de se calquer sur l'expérience des Jardins de Cocagne et propose un panier hebdomadaire de légumes de saison (tous les quinze jours pendant l'hiver), à retirer dans une dizaine de points de distribution. A la recherche d'un prix rémunérateur stable, il s'est actuellement basé sur les prix de vente à la ferme 2006 des légumes de saison. Les consommateurs peuvent diminuer

le prix de leur panier en allant travailler quelques demi-journées dans l'exploitation.

Des 60 personnes inscrites la première année, seule la moitié s'est réinscrite pour 2007. Pour Thomas Descombes, cela s'explique par le fait que le tout-ménage a touché des gens dont les demandes étaient très diverses (production biologique, cueillette à la ferme, paniers à la carte, paniers déposés derrière la porte, produits frais mais propres, etc.). Les personnes qui ont maintenu leur inscription sont celles avec qui il a eu

et d'échanger. D'autre part, un contrat d'un an a été signé avec l'entreprise sociale Réalise: «Les Ares et Vous» lui fournit pour 6'000 francs de légumes et de céréales, ce qui lui permet de tester les produits et de compléter ses besoins auprès d'autres fournisseurs.

## Une gerbe de projets des champs

«Les Ares et Vous» a été mis en place tel un patchwork. En témoigne les 7 ha qui constituent l'exploitation: nombreuses sont les parcelles destinées à la construction, et sur lesquelles Thomas Descombes n'a aucune assurance. Elles sont le fruit de la récupération de parcelles que les gens ne voulaient plus, comme ce verger de coings dans lequel il fait paître ses moutons. «Dans la construction de ce projet, tout est spontané. Je continue à construire et réfléchir petit à petit». C'est une dynamique qui paraît bien éloignée des procédés à la mode, où les chiffres précèdent toujours les actions. Et pourtant, ça marche!

«La motivation de départ est là; après, on brode comme on peut». Ce sont les mots de Thomas Descombes, et broder n'est pas peu dire. Inventant de nouvelles relations avec «Les Ares et Vous», faisant des essais avec «Lent-défi», expérimentant une vente directe collective avec TourneRêve, il harmonise petit à petit ses deux métiers: agriculteur et éducateur.

Lorsque «Les Ares et Vous» aura pris son rythme de croisière, l'exploitation pourra s'ouvrir à une dimension qui lui tient à cœur: la réinsertion des adolescents en difficulté. Actuellement un jeune envoyé par le Service social de Carouge y est engagé à 15%.

Pourquoi commencer cette présentation de vente directe bien réelle sur le ton d'un conte? Parce que ce qui émane du récit de Thomas Descombes est une magie. Celle de l'envie qui se concrétise, du rêve qui se réalise, de cet «autre monde qui est possible»... et qui est même déjà un petit peu là !

Charlotte Wirz



## En savoir plus

Thomas Descombes  
161 Ch. des Princes  
1253 Vandoeuvres  
Tél 078 842 83 50  
t.descombes@infomaniak.ch

AGRICULTURE DE PROXIMITÉ

# Des paniers à la carte: une expérience de vente directe près de Lausanne

La famille Pache à Romanel a pour ainsi dire toujours fait de la vente directe: en 1920 ils faisaient déjà le marché. C'est dire l'expérience héritée au fil des années! Mais lorsque Samuel Pache rejoint son frère Denis sur l'exploitation, il faut faire vivre une famille en plus. Ainsi, pour écouler plus de marchandises, ils installent en 1995 un petit marché à la ferme ouvert deux fois par semaine. Ils commencent à faire de la vente par abonnement dès 2006, en plus de l'auto-cueillette de fraises.



Denis et Samuel Pache entourent Luc Rempe, co-président des Marchés Paysans.

## Lancement des paniers

Les frères Pache ont monté un système qui leur permet de valoriser leur production maraîchère. Les clients s'inscrivent pour 10 ou 20 semaines, pour un panier d'une valeur de 18.- ou 28.- francs, plus les frais de livraison et administration (entre 1.50.- et 4.- francs).

fonction de la production du moment. Des jus de fruits peuvent aussi être introduits dans les paniers.

Les paniers sont livrés une fois par semaine, et il faut un minimum de 5 paniers par lieu de livraison. Les clients peuvent demander la suspension des livraisons, par exemple lorsqu'ils partent en vacances. Ils peuvent aussi faire des commandes supplémentaires par téléphone ou par mail: œufs, jus, huiles. Ces derniers proviennent soit de l'exploitation, soit de la région. «Les clients ne prennent aucun risque avec ce système». Ils sont assurés de recevoir de la marchandise pour la valeur stipulée dans le contrat. Actuellement, 85 personnes sont inscrites.

## Du gagnant-gagnant

Les paniers permettent aux producteurs d'élargir la clientèle. En effet, ce ne sont pas les mêmes personnes qui vont au marché ou qui s'inscrivent pour un contrat. Être livrées permet aux personnes n'ayant pas de temps pour leurs achats d'accéder à des produits locaux avec facilité. Ils doivent bien évidemment être d'accord de découvrir des produits qu'ils ne connaissent pas puisqu'ils ne peuvent pas choisir le contenu de leur panier. Généralement, les personnes qui s'inscrivent reconduisent leur contrat. Ce type d'approvisionnement encourage



Le Taulard, un domaine très diversifié afin de répondre aux attentes multiples des consommateurs du marché et des abonnés aux paniers.

Connaître l'origine de la nourriture devient important. Au moins une fois par année, les clients ont la possibilité de venir sur le domaine afin de faire mieux connaissance. Ces occasions permettent aux clients de s'identifier avec le lieu de provenance des produits. D'autre part, le marché à la ferme est ouvert tous les mardis et vendredis après-midi.

Il y a de la place pour ce type de vente. Des demandes sont venues de Morges, Gland, Crissier et d'autres communes que les frères Pache ne livrent pas pour l'instant. La proximité de la ville de Lausanne rend ce type de vente intéressant.

Selon Samuel Pache, PA2011 va augmenter la pression des prix à la production. Avec la vente directe, les producteurs sont confrontés aux prix à la consommation, mais ne sont pas touchés par l'augmentation des marges prises par les intermédiaires. Cela ne va pourtant pas sans peine, car il ne faut pas oublier que la vente directe a des coûts et demande une organisation spécifique. Un des plaisirs des frères Pache est de pouvoir produire une grande variété de produits en restant libres dans les choix de cultures et de variétés. Ils produisent par exemple des types de fraises pas présentes dans la grande distribution à cause de leur sensibilité au transport. S'ils produisaient pour les canaux de distribution conventionnels, ils devraient produire de plus grandes quantités d'un seul légume, et moins de variétés.

Les frères Pache font partie de l'as-

sociation des Marchés Paysans ([www.marchepaysan.ch](http://www.marchepaysan.ch)). Ils estiment que la vente directe est la meilleure promotion agricole qui soit et pensent que c'est un système qui assurera le développement de bien des exploitations agricoles dans un futur proche.

Uniterre leur souhaite une bonne continuation.

Charlotte Wirz



La préparation des paniers, un travail méticuleux.

Afin de définir le contenu des paniers, Samuel Pache reprend les prix du jour au marché de Lausanne. Chaque panier contient des fruits, des légumes et de la salade. Les articles sont choisis en

la consommation de produits de saison; notion qui n'est malheureusement pas assez connue dans notre société. Les clients recherchent la proximité, des produits frais et un prix abordable.

## En savoir plus

Denis et Samuel Pache  
Le Taulard 1  
Ch. Du Boulard 1  
1032 Romanel  
Tél 021 647 81 22  
Fax 021 647 81 87  
[www.marchepaysan.ch](http://www.marchepaysan.ch)  
[taulard@citycable.ch](mailto:taulard@citycable.ch)

InterLock

Le confort par excellence

## TAPIS CAOUTCHOUC

- ✓ Etables & stabulations
- ✓ Rénovations et neuf
- ✓ Sans comparaison avec béton/asphalte
- ✓ Antiglis et isolant
- ✓ Devis sans engagement

LGC SA . CP 48 . 1627 VAULRUZ

☎ 026 913 79 84

✉ [swiss@animat.ca](mailto:swiss@animat.ca) [www.animat.ca](http://www.animat.ca)

LES PAYSANS ONT BESOIN D'UN PRIX DU LAIT ÉQUITABLE

## Contrat d'adhésion à la commission d'Uniterre «par litre de lait: 1 Fr. pour le paysan»

En tant que producteur, j'adhère à la commission d'Uniterre « par litre de lait : 1 Fr. pour le paysan », et j'adhère également à la plateforme européenne du lait « European Milk Board (EMB) ». Je m'engage pour une augmentation générale du prix du lait en Suisse afin que celui-ci atteigne le prix équitable minimum de 1 Fr. par kg de lait payé net au producteur. Je m'engage personnellement à participer et à soutenir les actions approuvées par la commission et à être solidaire des actions menées au plan européen par les organisations paysannes membres de EMB. La « hauteur » de mon engagement individuel est fixée en commission. Je soutiens donc les points ci-dessous :

1. Le prix équitable qui est seul à même de garantir la durabilité de la production laitière en Suisse est de 1 Fr. par kg de lait payé net au producteur.
2. La gestion des quantités de lait à produire doit être en main des producteurs.
3. La commission élit en temps voulu les personnes responsables des négociations avec les différents acteurs du marché et attribue le mandat de négociation.
4. Si le résultat des négociations n'est pas satisfaisant, la commission peut engager différentes actions et notamment une grève générale des livraisons de lait.

Je m'engage à être membre du syndicat Uniterre par le paiement de la cotisation annuelle. Ceci donne droit à une défense globale des intérêts de l'agriculture et à recevoir le journal d'information du syndicat.

La cotisation annuelle d'adhésion à la commission « par litre de lait : 1 Fr. pour le paysan » est de 20 Frs (vingt francs) par exploitation. La commission prélève sur ce montant les cotisations d'adhésion à la plateforme européenne «European Milk Board».

Seules les personnes membres de la commission pourraient participer à une éventuelle initiative de commercialisation de lait correctement rémunéré.

Seule une personne physique peut adhérer à la commission.

Nom : ..... Prénom : .....  
 Rue : ..... NP / Lieu : .....  
 N° de tél : ..... N° de fax : .....  
 N° de portable : ..... E-mail : .....  
 Membre (avec le nom)  OP.....  OPU.....  IP.....  
 Production annuelle de lait, en kg : .....  
 Membre d'Uniterre :  Oui  Non  
 Section Uniterre :  VD  FR  NE  GE  JU  VS  Autre canton, lequel.....  
 Je ne suis pas producteur de lait mais je désire soutenir le mouvement

Lieu, date

Signature

### PANNEAUX À DISPOSITION POUR TOUS LES ADHÉRENTS

Chaque producteur qui a signé le contrat d'adhésion à la commission «par litre de lait, 1 Fr pour le paysan» a droit à un panneau «les paysans ont besoin d'un prix du lait équitable, 1 Fr par litre». Il s'agit du panneau officiel repris par les 80'000 producteurs européens membres de l'European Milk Board. Il est important pour le mouvement qu'il soit disposé de manière bien visible au bord d'une route.

Les responsables des sections cantonales d'Uniterre ont normalement des stocks de panneaux. Vous pouvez prendre contact avec eux directement ou avec le secrétariat d'Uniterre.

**Point Fribourg:** Jacques Barras, La Grande Planche, 1698 Bouloz, port. 0792460919, j.barras@uniterre.ch

**Points Vaud:** Charles-Bernard Bolay, 1272 Genolier, port. 0794091442, tél/fax 0223663109, Pierre-André Tombez, 1585 Salavaux, port. 0796345487, tél. 0266774444, pa.tombez@uniterre.ch, Secrétariat d'Uniterre, Av du Grammont 9, 1007 Lausanne, 0216017467, info@uniterre.ch

**Points Neuchâtel:** Jean-Philippe Franel, Le Crépont 2105 Travers, port. 0796040540, jeanphifranel@bluewin.ch, Valérie Thiébaud, Les Combes, 2518 Nods, tél. 0327512450, fax. 0327516535, valerie.thiebaud@bluewin.ch

**Point Genève:** Alexis Corthay, Carre d'Aval, 1252 Meinier, tél. 0227501475, port. 0796857167, acorthay@bluewin.ch

**Point Chablais - Valais:** Pierre Moreillon, 1858 Panex, tél. 0244992117, port.0793129893

**Point Jura:** Contacter le secrétariat Uniterre.

